

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Cowansville | 46080 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Tassé, CPA OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature _____ Date 2 mai 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Cowansville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Cowansville (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 2 mai 2023
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	22 033 025	22 331 058	20 974 020
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 261 256	2 474 270	2 300 701
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 042 300	4 271 319	1 920 514
Services rendus	5	1 433 055	2 822 992	2 116 614
Imposition de droits	6	2 494 631	2 104 984	2 080 438
Amendes et pénalités	7	456 400	560 136	573 196
Revenus de placements de portefeuille	8	36 000	221 479	50 441
Autres revenus d'intérêts	9	119 000	164 829	113 962
Autres revenus	10	177 267	629 422	1 567 962
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	30 052 934	35 580 489	31 697 848
Charges				
Administration générale	14	4 335 478	3 904 470	3 874 917
Sécurité publique	15	4 255 229	4 094 441	3 813 984
Transport	16	7 977 741	7 785 427	7 548 716
Hygiène du milieu	17	6 473 772	7 144 369	6 012 259
Santé et bien-être	18	289 900	252 751	528 108
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 343 482	1 232 072	1 151 250
Loisirs et culture	20	5 244 413	4 617 734	4 437 080
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	968 283	915 557	903 629
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	30 888 298	29 946 821	28 269 943
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(835 364)	5 633 668	3 427 905
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		76 767 922	73 340 017
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		76 767 922	73 340 017
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		82 401 590	76 767 922

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 226 641	8 548 791
Débiteurs (note 5)	2	12 282 967	8 816 025
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 334 414	1 259 422
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	22 844 022	18 624 238
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 799 757	3 830 815
Revenus reportés (note 12)	12	3 097 668	357 353
Dette à long terme (note 13)	13	34 675 897	36 126 019
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	334 300	345 500
Autres passifs (note 14)	15	1 345 026	1 309 575
	16	43 252 648	41 969 262
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(20 408 626)	(23 345 024)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	101 784 762	99 259 555
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	604 179	513 907
Stocks de fournitures	20	256 920	158 439
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	164 355	181 045
	23	102 810 216	100 112 946
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	82 401 590	76 767 922
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(835 364)	5 633 668	3 427 905
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	8 580 326)	6 464 673)
Produit de cession	3	115 000	173 737	174 233
Amortissement	4	5 300 000	5 809 817	5 734 143
(Gain) perte sur cession	5	(10 000)	(37 298)	214 197
Réduction de valeur / Reclassement	6		19 745	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	5 405 000	(2 614 325)	(342 100)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(1 154)	(90 277)
Variation des stocks de fournitures	10		(98 481)	(22 648)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12	20 000	16 690	(54 282)
	13	20 000	(82 945)	(167 207)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			4
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 589 636	2 936 398	2 918 602
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(23 345 024)	(26 263 626)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(23 345 024)	(26 263 626)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(20 408 626)	(23 345 024)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 633 668	3 427 905
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 809 817	5 734 143
Autres			
▪ G/P et moins-value immo	3	7 197	235 510
▪ Contributions promoteurs	4		(1 155 198)
	5	11 450 682	8 242 360
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 466 942)	1 222 457
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	4 393	1 508 821
Revenus reportés	9	2 740 315	204 822
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(11 200)	80 500
Propriétés destinées à la revente	11	(1 154)	(90 277)
Stocks de fournitures	12	(98 481)	(22 648)
Autres actifs non financiers	13	16 690	(54 282)
	14	10 634 303	11 091 753
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(8 580 326)	(5 309 475)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	173 737	174 233
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(8 406 589)	(5 135 242)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(50 377)	(50 377)
Remboursement ou cession	21	18 007	16 692
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(67 369)	(71 628)
Cession	23		
	24	(99 739)	(105 313)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	9 440 996	4 968 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(10 835 843)	(3 854 752)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(850 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(55 278)	(6 388)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(1 450 125)	256 860
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	677 850	6 108 058
Solde déjà établi	33	8 548 791	2 440 733
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	8 548 791	2 440 733
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	9 226 641	8 548 791

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Cowansville (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (ci-après la « Régie aéroportuaire »)	33,33 %
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi (ci-après la « Régie intermunicipale »)	25 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 25 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée par la Régie intermunicipale. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes enfouis.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts (Régie aéroportuaire) sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les quotes-parts (Régie intermunicipale) sont constatées lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le régime volontaire épargne-retraite (RVER) offerts à certains employés par la Ville, le REER collectif offert par la Régie aéroportuaire et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée au 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 226 641	8 548 791
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3	
▪	4	
▪	5	
▪	6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 9 226 641	8 548 791
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9 9 226 641	8 548 791
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10 201 929	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11 6 783 000	3 532 000

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 771 006 \$ (769 600 \$ en 2020)

5. Débiteurs

	2022	2021
Taxes municipales	12 1 692 187	1 020 556
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14 8 826 802	6 201 268
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15 523 458	241 271
Organismes municipaux	16 68 840	40 930
Autres		
▪ Mutations, amendes et autres	17 1 081 365	1 262 210
▪ Intérêts à recevoir	18 90 315	49 790
	19 12 282 967	8 816 025
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20 5 106 310	5 514 030
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21	
Organismes municipaux	22	
Autres tiers	23	
	24 5 106 310	5 514 030
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25 210 966	184 009
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26 1 614 350	2 125 144
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27 5 020 218	3 388 886
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28 679 942	30 000
Ministère de la Culture et des Communications	29 137 783	129 406
Autres ministères/organismes	30 1 374 509	527 832
	31 8 826 802	6 201 268

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,47 % à 4,11 % (1,47 % à 4,11 % au 31 décembre 2021) et viennent à échéance au plus tard en mai 2039.

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	214 655	207 037
Autres placements	39	1 119 759	1 052 385
	40	1 334 414	1 259 422
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	1 119 759	1 052 385
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

Placement à titre d'investissement:

Contribution aux Fonds de garantie de franchise collective de l'UMQ et Fonds des municipalités pour la biodiversité

Régie intermunicipale :

Les autres placements de portefeuille affectés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement sont composés de titres et fonds à revenu fixe.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

8. Avantages sociaux futurs

	2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43 (334 300)	(345 500)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	
	45 (334 300)	(345 500)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46 879 900	925 900
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	
Régimes à cotisations déterminées	48	
Autres régimes (REER et autres)	49 66 724	72 666
Régimes de retraite des élus municipaux	50 38 364	31 231
	51 984 988	1 029 797

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52	
Autres	53	
	54	

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire pour les opérations courantes de 300 000 \$ (montant bonifié à 1 500 000 \$ du 1er novembre au 31 mars) et d'emprunts temporaires totalisant 3 000 000 \$ pour des activités d'investissement. L'ouverture de crédit bancaire et les emprunts temporaires portent intérêt au taux préférentiel (6,45 % ; 2,45 % au 31 décembre 2021) et sont renouvelables annuellement.

La Régie intermunicipale bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 9 336 127 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,36 % (6,09 %; 2,09 % au 31 décembre 2021) au taux préférentiel (6,45 %; 2,45 % au 31 décembre 2021) et renouvelables annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	2 029 756	1 915 000
Salaires et avantages sociaux	56	337 489	209 989
Dépôts et retenues de garantie	57	1 114 260	1 409 269
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette LT	59	204 256	189 772
▪ Autres	60		1 036
▪ Allocations départs/transition	61	113 996	105 749
▪	62		
▪	63		
	64	3 799 757	3 830 815

Note**12. Revenus reportés**

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	226 424	156 060
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪ SHQ (projet habitation)	71	2 564 752	
▪ Autres	72	76 332	97 706
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	37 000	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Loyers perçus d'avance	80	3 621	3 645
▪ Entente Rang St-Joseph	81	189 539	99 942
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	3 097 668	357 353

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	4,75	2023	2042	88	34 808 669	36 274 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux				2026	93	74 330	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,50	6,20	2023	2026	94	29 204	33 047
Autres					95		
					96	34 912 203	36 307 047
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(236 306)	(181 028)
					98	34 675 897	36 126 019

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		3 547 134	5 967	20 000	3 573 101
2024	100		6 685 334	3 604	20 000	6 708 938
2025	101		2 850 534	19 232	20 000	2 889 766
2026	102		2 696 734	1 276	14 330	2 712 340
2027	103		2 517 934			2 517 934
2028 et plus	104		16 510 999			16 510 999
	105		34 808 669	30 079	74 330	34 913 078
Intérêts et frais accessoires	106		()	875	()	875
	107		34 808 669	29 204	74 330	34 912 203

Note**14. Autres passifs**

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	1 270 026	1 159 575
Assainissement des sites contaminés	109		
Autres			
▪ Infrastructures à payer	110	75 000	
▪ Terrain à payer	111		150 000
▪	112		
▪	113		
	114	1 345 026	1 309 575

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	25 081 942	228 762		25 310 704
Eaux usées	116	28 994 333	39 952		29 034 285
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	58 723 564	371 787		59 095 351
Autres					
▪ Sites d'enfouissement/clôtures	118	6 121 821	320 703	16 649	6 425 875
▪ Parcs/éclairage/barrage/etc.	119	13 571 351	239 996		13 811 347
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	17 391 238	988 334	151 466	18 228 106
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	7 716 250	199 965	167 473	7 748 742
Ameublement et équipement de bureau	124	1 433 814	33 089	47 636	1 419 267
Machinerie, outillage et équipement divers	125	6 550 851	617 353	102 047	7 066 157
Terrains	126	8 070 921	287 015	59 400	8 298 536
Autres	127				
	128	173 656 085	3 326 956	544 671	176 438 370
Immobilisations en cours	129	2 546 249	5 253 370	89 120	7 710 499
	130	176 202 334	8 580 326	633 791	184 148 869
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	14 096 944	616 612		14 713 556
Eaux usées	132	10 938 669	644 433		11 583 102
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	23 718 523	2 138 638		25 857 161
Autres					
▪ Sites d'enfouissement/clôtures	134	4 069 260	310 168		4 379 428
▪ Parcs/éclairage/barrage/etc.	135	7 413 458	444 377		7 857 835
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	8 558 220	419 978	179 494	8 798 704
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	3 467 016	759 684	116 097	4 110 603
Ameublement et équipement de bureau	140	1 196 600	73 210	47 636	1 222 174
Machinerie, outillage et équipement divers	141	3 484 089	402 717	45 262	3 841 544
Autres	142				
	143	76 942 779	5 809 817	388 489	82 364 107
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	99 259 555			101 784 762
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145	47 568			47 568
Amortissement cumulé	146	(6 395)	(4 757)		(11 152)
Valeur comptable nette	147	41 173			36 416

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149	454 179	513 907
Autres	150	150 000	
	151	604 179	513 907
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	604 179	513 907

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Assurance	165	116 952	141 675
▪ Immatriculation	166	18 258	18 353
▪ Autres	167	29 145	21 017
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	164 355	181 045

Note**19. Obligations contractuelles****Ville**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les principaux engagements contractuels de traitement de matières recyclables, de valorisation des boues, de fournitures de matériaux divers, de location de photocopieurs, d'entretien d'équipements divers, de contrôleur animalier, de soutien et service informatique, d'auditeur externe et d'évaluation foncière de la Ville échéant à différentes dates jusqu'en 2027, s'élèvent approximativement à 2 191 327 \$ durant cette période.

La Ville s'est engagée, d'après un contrat de traitement de matières recyclables échéant en 2023 et renouvelable pour un terme de 2 ans jusqu'en 2025, à verser une somme de 85 \$ par tonne envoyée au centre de tri.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation Brome-Missisquoi, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

Régie aéroportuaire

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie, la Régie aéroportuaire s'est engagée à céder le réseau d'égout et d'aqueduc, à la Ville de Bromont en contrepartie de 1 \$.

De plus, la Régie aéroportuaire s'est engagée, d'après des contrats pour l'entretien et de location d'équipements échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2023, à verser une somme de 8 377 \$.

Régie intermunicipale

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie intermunicipale a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie intermunicipale s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et d'y confier des contributions annuelles calculées en fonction du nombre de tonnes enfouies au cours de l'exercice et du taux établi par évaluation actuarielle, laquelle est effectuée à tous les cinq ans. La dernière évaluation actuarielle des coûts de post-fermeture a été faite en 2020 et la prochaine évaluation actuarielle sera faite en 2023.

La Régie intermunicipale s'est engagée, en vertu d'un contrat de traitement des résidus domestiques dangereux échéant en 2024, à verser une somme de 207 700 \$ et en vertu d'un contrat d'approvisionnement en fournitures de produits pétroliers pour 2023, à verser une somme de 386 287 \$.

20. Droits contractuels

Ville

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 205 392 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 146 092 \$ en 2023, de 135 078 \$ en 2024, de 123 766 \$ en 2025, 115 052 \$ en 2026 et de 106 081 \$ en 2027.

La Ville a également conclu un bail emphytéotique concernant un terrain pour une durée de 85 ans. Le revenu de location annuel de 17 000 \$ est à percevoir jusqu'en 2058 pour une somme totale de 595 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville a également conclu une entente concernant la location de terrain pour l'utilisation d'une tour cellulaire. Considérant les options de renouvellement, le revenu de location annuel de 9 567 \$ est à percevoir jusqu'en 2037 pour une somme totale de 153 078 \$.

Régie intermunicipale

La Régie intermunicipale a conclu une entente pour le service écocentre échéant en 2029, prévoyant la perception de revenus totalisant 4 059 972 \$. Les revenus de service à prévoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 579 996 \$ par année.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
Maison de la famille	195 000	140 332	146 738
	171	195 000	146 738
Dettes à long terme			
	172		
	173	195 000	140 332

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi. Au 31 décembre 2022, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 179 857 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital total autorisé est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement de la Régie intermunicipale, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation: 25 ans;
- Capacité restante estimative : 1 898 349 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 1 119 759 \$ (quote-part de la Ville);
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales de la Régie intermunicipale relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement totalisent 14 632 984 \$. Au 31 décembre 2022, le passif constaté aux états financiers de la Régie intermunicipale à cet égard est de 5 080 104 \$, de sorte qu'un solde de 9 552 880 \$ reste à constater.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	20 974 020	22 033 025	22 331 058			22 331 058
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 300 701	2 261 256	2 474 270			2 474 270
Quotes-parts	3					281 700	
Transferts	4	1 360 889	1 042 300	1 136 393			1 136 393
Services rendus	5	960 162	1 186 750	1 313 613		1 796 577	2 822 992
Imposition de droits	6	2 080 438	1 192 000	2 104 984			2 104 984
Amendes et pénalités	7	573 196	456 400	560 136			560 136
Revenus de placements de portefeuille	8		36 000	221 479			221 479
Autres revenus d'intérêts	9	137 239	86 000	115 535		49 294	164 829
Autres revenus	10	204 152	20 000	466 012		153 730	619 742
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	28 590 797	28 313 731	30 723 480		2 281 301	32 435 883
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	237 621		3 116 176		18 750	3 134 926
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	1 155 198		9 680			9 680
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 392 819		3 125 856		18 750	3 144 606
	22	29 983 616	28 313 731	33 849 336		2 300 051	35 580 489
Charges							
Administration générale	23	3 734 970	4 211 104	3 781 227	123 243		3 904 470
Sécurité publique	24	3 541 160	3 960 887	3 802 775	291 666		4 094 441
Transport	25	4 681 298	5 172 416	4 785 404	2 506 960	589 063	7 785 427
Hygiène du milieu	26	3 698 211	4 030 065	4 563 799	1 706 679	1 346 789	7 144 369
Santé et bien-être	27	528 108	289 900	252 751			252 751
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 151 250	1 343 484	1 232 072			1 232 072
Loisirs et culture	29	3 848 065	4 615 428	3 994 467	623 267		4 617 734
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	901 759	967 100	902 114		13 443	915 557
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	5 229 684	5 300 000	5 251 815	(5 251 815)		
	34	27 314 505	29 890 384	28 566 424		1 949 295	29 946 821
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 669 111	(1 576 653)	5 282 912		350 756	5 633 668

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 669 111	(1 576 653)	5 282 912	5 633 668
Moins : revenus d'investissement	2 (	1 392 819)(	)	3 125 856)(	18 750)(
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 276 292	(1 576 653)	2 157 056	2 489 062
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	5 229 684	5 300 000	5 251 815	5 809 817
Produit de cession	5	171 733	115 000	166 237	173 737
(Gain) perte sur cession	6	215 388	(10 000)	(83 572)	(37 298)
Réduction de valeur / Reclassement	7			19 745	19 745
	8	5 616 805	5 405 000	5 334 480	5 966 001
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	6 527		59 729	59 729
Réduction de valeur / Reclassement	10			655 325	655 325
	11	6 527		715 054	715 054
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	16 692		18 007	18 007
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	21 310	20 000	24 752	24 752
	15	38 002	20 000	42 759	42 759
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 341 175)(	3 171 000)(	3 641 279)(	3 843)(
	18	(3 341 175)	(3 171 000)	(3 641 279)	(3 843)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	902 128)(	314 696)(	956 255)(	1 153 960)(
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	185 431		32 101	32 101
Excédent de fonctionnement affecté	21	690 052		23 869	179 391
Réserves financières et fonds réservés	22	(374 073)	(362 651)	(388 920)	(388 920)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(400 718)	(677 347)	(1 289 205)	(974 569)
	26	1 919 441	1 576 653	1 161 809	(346 891)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 195 733		3 318 865	(14 885)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	1 392 819	3 125 856	18 750	3 144 606
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	342 571)(	6 622)(	)	6 622)
Sécurité publique	3 (	26 454)(	93 473)(	)	93 473)
Transport	4 (	2 412 252)(	3 590 651)(	103 911)(	3 694 562)
Hygiène du milieu	5 (	1 935 565)(	2 825 426)(	1 169 358)(	3 994 784)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	528 518)(	16 502)(	)	16 502)
Loisirs et culture	8 (	370 163)(	774 383)(	)	774 383)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	5 615 523)(	7 307 057)(	1 273 269)(	8 580 326)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	96 801)(	716 206)(	)	716 206)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	50 377)(	50 377)(	)	50 377)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 260 287	2 417 000	240 996	2 657 996
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	902 128	956 255	1 153 960	2 110 215
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 405 049	1 275 130		1 275 130
Excédent de fonctionnement affecté	17	38 957	44 017		44 017
Réserves financières et fonds réservés	18	390 322	797 965		797 965
	19	2 736 456	3 073 367	1 153 960	4 227 327
	20	1 234 042	(2 583 273)	121 687	(2 461 586)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 626 861	542 583	140 437	683 020

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 025 694	7 867 072	1 359 569	9 226 641
Débiteurs (note 5)	2	8 799 254	12 106 526	302 420	12 282 967
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	207 037	214 655	1 119 759	1 334 414
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	16 031 985	20 188 253	2 781 748	22 844 022
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 744 782	3 607 685	318 051	3 799 757
Revenus reportés (note 12)	12	353 708	3 094 047	3 621	3 097 668
Dettes à long terme (note 13)	13	36 092 972	34 405 697	270 200	34 675 897
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	345 500	334 300		334 300
Autres passifs (note 14)	15			1 345 026	1 345 026
	16	40 536 962	41 441 729	1 936 898	43 252 648
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(24 504 977)	(21 253 476)	844 850	(20 408 626)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	94 494 665	96 378 125	5 406 637	101 784 762
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	513 907	604 179		604 179
Stocks de fournitures	20	123 555	212 126	44 794	256 920
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	166 986	136 094	28 261	164 355
	23	95 299 113	97 330 524	5 479 692	102 810 216
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 480 191	7 364 232	1 007 003	8 371 235
Excédent de fonctionnement affecté	25	242 674	302 384	309 273	611 657
Réserves financières et fonds réservés	26	444 896	35 845		35 845
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	170 736	713 321	(128 171)	585 150
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	64 455 639	67 661 266	5 136 437	72 797 703
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	70 794 136	76 077 048	6 324 542	82 401 590
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	8 794 320	7 801 028	8 212 843	8 013 789
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 266 905	2 050 294	2 130 163	2 032 077
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	20 000	16 370	16 370	
Autres biens et services	8	10 905 871	10 441 850	10 769 832	9 712 260
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	741 442	719 069	724 353	671 453
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	170 558	150 345	150 345	153 744
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	55 100	32 700	40 859	78 432
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	744 259	745 648	649 648	644 175
Transferts	15				
Autres	16	100 000	113 159	198 445	222 088
Autres organismes					
Transferts	17	724 929	525 588	525 588	839 888
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	5 300 000	5 251 815	5 809 817	5 734 144
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Moins-value	21	20 000	680 077	680 077	126 875
Mauvaises créances	22	12 000	26 957	26 957	41 018
Réclamations	23	35 000	11 524	11 524	
	24	29 890 384	28 566 424	29 946 821	28 269 943

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 371 235	6 532 501
Excédent de fonctionnement affecté	2	611 657	700 915
Réserves financières et fonds réservés	3	35 845	444 896
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	585 150	(97 872)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	72 797 703	69 187 482
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	()	()
	8	82 401 590	76 767 922

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	7 364 232	5 480 191
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 007 003	1 052 310
	11	8 371 235	6 532 501

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Contribution promoteur	12	163 017	207 033
▪ Stationnement réinv. local	13	51 236	35 641
▪ Lac Davignon (fonds bleus)	14	76 131	
▪ Acquisition d'oeuvres d'arts	15	12 000	
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	302 384	242 674
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Investissements majeurs	22	197 610	377 001
▪ Réfection de la piste	23	111 663	81 240
▪	24		
	25	309 273	458 241
	26	611 657	700 915

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	5 578
Organismes contrôlés et partenariats	38	432 747
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	8 149
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	26 267
Autres		
▪ Fonds - stationnement	46	4 000
▪	47	4 000
	48	35 845
	49	444 896
	49	35 845
	49	444 896

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres	59 ()(
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres	67 ()(
▪	68 ()(
▪	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres	74 ()(
▪	75 ()(
▪	76 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres	81	
▪	82	
	83 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 1 223 959	692 752
Investissements à financer	85 (638 809)(	790 624)
	86 585 150	(97 872)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 101 784 762	99 259 555
Propriétés destinées à la revente	88 604 179	513 907
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90 214 655	207 037
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 102 603 596	99 980 499
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 102 603 596	99 980 499
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (34 675 897)(	36 126 019)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (236 306)(	181 028)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 5 106 310	5 514 030
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (29 805 893)(	30 793 017)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (29 805 893)(	30 793 017)
	103 72 797 703	69 187 482

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Cowansville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à certains groupes d'employé (Cols bleus, cols blancs et cadres) et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire carrière à la retraite.

Le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants est de 9,9 % du salaire. Cette cotisation est composée de 8,65 % pour le service courant et de 1,25 % pour le fonds de stabilisation.

Mise en place de deux volets

Le 1er janvier 2014, le régime est modifié pour prévoir la mise en place de deux volets distincts avec une date de séparation au 31 décembre 2013. Selon la réglementation actuellement en vigueur, les deux volets sont considérés comme étant deux régimes de retraite distincts.

Volet antérieur

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est établi comme suit;

a) une rente annuelle égale au maximum entre 2 % du salaire au 1er janvier 1990, multipliée par le nombre d'années de services au 31 décembre 1990 et la somme de la rente annuelle pour service antérieur au 31 décembre 1989, et une rente annuelle égale à 2,5 % du salaire pour le service reconnu au cours de l'année 1990; plus

b) une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rentes pour chaque année de service reconnu du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2013. La créance de rente pour une année ou une fraction d'année de service reconnu est égale à 2 % du salaire indexé.

Volet courant

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est égal à la somme de ses créances de rentes de chaque année de service effectué et reconnu à compter du 1er janvier 2014. La créance des rentes pour une année ou une fraction d'année de service est égale à 2 % du salaire indexé.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM). Le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des dispositions de cette loi qui permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Il est à noter que ce jugement a été porté en appel. Puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(345 500)	(265 000)
Charge de l'exercice	4 (	879 900)(	925 900)
Cotisations versées par l'employeur	5	891 100	845 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(334 300)	(345 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	22 449 300	21 978 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	22 449 300)(	22 196 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		(218 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(334 300)	(127 500)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(334 300)	(345 500)
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(334 300)	(345 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	22 449 300	21 978 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	22 449 300)(	22 196 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)	(218 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 207 200	1 104 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 207 200	1 104 400
Cotisations salariales des employés	21 (537 100)(	491 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 670 100	613 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 177 100	237 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 847 200	850 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 022 200	975 300
Rendement espéré des actifs	33 (989 500)(	899 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 32 700	75 400
Charge de l'exercice	35 879 900	925 900
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 133 100	1 638 800
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (989 500)(	899 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (856 400)	738 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 886 100	126 300
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 090 700	1 005 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 20 345 900	22 791 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 793 100	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,26 %	4,46 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,46 %	4,46 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 3

Description des régimes et autres renseignements*REER Individuel*

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 9,9 % du salaire brut de 4 employés d'un même groupe.

RVER collectif

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 5 % du salaire brut d'un groupe d'employé.

Régime de retraite collectif et Régime de retraite simplifié

La charge de la Régie intermunicipale correspond aux cotisations versées calculées au taux de 5,5 % du salaire brut régulier des employés. La charge de la Régie aéroportuaire correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut régulier des employés.

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	35 431
Régime de retraite simplifié	115	11 745
REER	116	19 548
Autres régimes	117	22 055
	118	66 724
		72 666

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7
		7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Cotisations des élus au RREM	120	8 779	6 965
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	29 585	23 472
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	8 779	7 759
	123	38 364	31 231

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	17 732 717	18 044 066	16 997 985
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	17 732 717	18 044 066	16 997 985
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 588 195	1 589 232	1 488 946
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	1 117 585	1 110 273	1 017 697
Matières résiduelles	15	1 453 676	1 454 568	1 336 944
Autres				
▪ Vidanges fosses septiques	16	19 140	19 522	19 155
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	85 000	76 687	77 641
Service de la dette	20	36 712	36 710	35 652
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 300 308	4 286 992	3 976 035
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 300 308	4 286 992	3 976 035
	29	22 033 025	22 331 058	20 974 020

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31	130 281	130 736	130 720
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	383 675	497 082	418 804
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	531 071	629 138	547 542
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	1 045 027	1 256 956	1 097 066
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	1 161 339	1 161 339	1 161 339
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41	1 161 339	1 161 339	1 161 339
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42	54 890	55 975	42 296
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44	54 890	55 975	42 296
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	2 261 256	2 474 270	2 300 701

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49			
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51	40 000	63 526	63 526
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	113 758	127 865	127 865
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	7 647	7 948	7 948
Réseau de distribution de l'eau potable	65	26 090	26 090	26 090
Traitement des eaux usées	66	8 439	8 436	8 439
Réseaux d'égout	67	49 986	49 989	49 986
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	100 000	76 410	76 410
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74		11 199	11 199
Autres	75			2 235

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76	487	487	
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	37 500	37 500	25 376
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	23 286	20 007	13 674
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	64 700	73 249	135 094
Autres	85	29 750	58 589	46 150
Réseau d'électricité	86			
	87	501 156	561 295	620 505

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90	10 000	10 000	
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	1 987 734	1 987 734	30 000
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			192 621
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103			
Réseau de distribution de l'eau potable	104			
Traitement des eaux usées	105	701 859	701 859	
Réseaux d'égout	106			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110		18 750	
Autres	111			
Cours d'eau	112	416 583	416 583	
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122			15 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124			
Réseau d'électricité	125			
	126	3 116 176	3 134 926	237 621

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	350 000	382 962	382 962
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	191 144	191 144	191 144
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137		992	992
	138	541 144	575 098	575 098
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 042 300	4 252 569	4 271 319
				1 920 514

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140	43 000	44 947	50 016
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	43 000	44 947	50 016
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	83 015	102 479	82 072
Sécurité civile	146			
Autres	147	2 000	1 214	1 773
	148	85 015	103 693	83 845
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	25 000	53 250	53 250
Autres	153			
	154	25 000	53 250	53 250
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	7 200	7 252	7 033
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	50 000	50 000	473 909
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165		14 772	14 772
Autres	166			
	167	57 200	72 024	480 942

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	239 163	247 146	134 114
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	7 455	7 457	7 309
Autres	178			5 500
	179	246 618	254 603	146 923
Réseau d'électricité	180			
	181	456 833	528 517	1 063 628

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182	362	362	1 830
Évaluation	183	600	600	9 275
Autres	184	76 121	76 121	48 686
	185	77 083	77 083	59 791
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	5 075	5 075	4 708
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	5 075	5 075	4 708
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	33 080	33 080	28 578
Enlèvement de la neige	192	29 360	29 360	24 020
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198		382 635	240 542
	199	62 440	445 075	293 140
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	2 872	2 872	855
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	2 873	2 873	10 251
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	5 192	5 192	8 380
Matières recyclables	205	4 006	4 006	3 170
Autres	206			22 734
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208	2 205	2 205	2 954
Autres	209		591 633	517 001
	210	17 148	608 781	565 345

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	3 000		
Autres	218			
	219	3 000		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	575 625	600 377	417 287
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	7 000	8 061	5 604
Autres	222	10 300	14 912	9 013
	223	592 925	623 350	431 904
Réseau d'électricité	224			
	225	729 917	785 096	1 354 888
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 186 750	1 313 613	2 116 614

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	92 000	140 972	128 637
Droits de mutation immobilière	228	1 100 000	1 964 012	1 951 801
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 192 000	2 104 984	2 080 438
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	456 400	560 136	573 196
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233	36 000	221 479	50 441
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	86 000	115 535	113 962
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235	10 000	83 572	(214 197)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		357 500	402 858
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		9 680	1 155 198
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241		30 423	31 240
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	10 000	24 940	192 863
	245	20 000	475 692	1 567 962
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	343 211	338 371		338 371	338 371	323 036
Greffe et application de la loi	2	848 124	702 491		702 491	702 491	978 924
Gestion financière et administrative	3	1 418 381	1 302 771		1 302 771	1 302 771	1 240 786
Évaluation	4	260 000	237 202		237 202	237 202	174 754
Gestion du personnel	5	248 540	255 357		255 357	255 357	167 300
Autres							
▪ Dépenses générales	6	1 092 848	945 035	123 243	1 068 278	1 068 278	990 117
▪	7						
	8	4 211 104	3 781 227	123 243	3 904 470	3 904 470	3 874 917
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 091 174	2 082 861		2 082 861	2 082 861	1 971 869
Sécurité incendie	10	1 753 013	1 623 770	291 666	1 915 436	1 915 436	1 736 867
Sécurité civile	11	20 500	8 074		8 074	8 074	37 415
Autres	12	96 200	88 070		88 070	88 070	67 833
	13	3 960 887	3 802 775	291 666	4 094 441	4 094 441	3 813 984
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 856 081	3 684 496	2 269 185	5 953 681	5 953 681	5 939 683
Enlèvement de la neige	15	609 404	487 002	159 917	646 919	646 919	630 150
Éclairage des rues	16	205 000	242 140	77 858	319 998	319 998	272 461
Circulation et stationnement	17	247 001	135 169		135 169	135 169	125 548
Transport collectif							
Transport en commun	18	158 930	140 597		140 597	140 597	143 374
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	589 063	437 500
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	5 172 416	4 785 404	2 506 960	7 292 364	7 785 427	7 548 716

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	865 448	881 381	208 904	1 090 285	1 090 285	1 019 852
Réseau de distribution de l'eau potable	24	477 875	476 562	548 718	1 025 280	1 025 280	1 046 083
Traitement des eaux usées	25	511 025	459 215	9 380	468 595	480 243	465 331
Réseaux d'égout	26	402 260	249 902	776 861	1 026 763	1 026 763	984 465
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	243 553	286 442	62 088	348 530	365 170	324 859
Élimination	28	330 000	320 786	4 349	325 135	940 617	760 895
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	243 354	257 478	73 966	331 444	331 444	285 461
Tri et conditionnement	30	150 000	143 542		143 542	143 451	147 573
Matières organiques							
Collecte et transport	31	143 642	169 610	19 755	189 365	189 365	127 159
Traitement	32	185 000	173 093		173 093	83 765	95 077
Matériaux secs							
Autres	34	210 716	209 678		209 678	384 806	340 525
Plan de gestion	35	34 641	34 641		34 641	34 641	35 015
Autres	36						
Cours d'eau	37	33 351	741 474	2 658	744 132	744 132	70 869
Protection de l'environnement	38	164 700	129 601		129 601	274 013	309 095
Autres	39	33 000	30 394		30 394	30 394	
	40	4 030 065	4 563 799	1 706 679	6 270 478	7 144 369	6 012 259
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	95 000	93 191		93 191	93 191	407 573
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	194 900	159 560		159 560	159 560	120 535
	44	289 900	252 751		252 751	252 751	528 108

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	847 310	809 844		809 844	809 844	767 900
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	457 816	380 427		380 427	380 427	351 014
Tourisme	49	15 130	14 472		14 472	14 472	13 351
Autres	50	16 000					17 901
Autres	51	7 228	27 329		27 329	27 329	1 084
	52	1 343 484	1 232 072		1 232 072	1 232 072	1 151 250
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	30 722	18 139	6 124	24 263	24 263	24 203
Patinoires intérieures et extérieures	54	502 062	482 707	132 849	615 556	615 556	507 636
Piscines, plages et ports de plaisance	55	790 156	714 606	68 238	782 844	782 844	859 541
Parcs et terrains de jeux	56	1 208 147	1 021 613	264 282	1 285 895	1 285 895	1 011 153
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	145 000	98 154		98 154	98 154	150 130
Autres	59	681 895	494 341	88 713	583 054	583 054	652 696
	60	3 357 982	2 829 560	560 206	3 389 766	3 389 766	3 205 359
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	214 271	179 436		179 436	179 436	250 632
Bibliothèques	62	827 564	777 462	45 741	823 203	823 203	781 884
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	98 611	91 009	17 320	108 329	108 329	102 205
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	117 000	117 000		117 000	117 000	97 000
	66	1 257 446	1 164 907	63 061	1 227 968	1 227 968	1 231 721
	67	4 615 428	3 994 467	623 267	4 617 734	4 617 734	4 437 080

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	820 000	784 048		784 048	789 332	743 649
Autres frais	70	92 000	85 366		85 366	85 366	81 548
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	50 100	32 700		32 700	32 700	75 400
Autres	72	5 000				8 159	3 032
	73	967 100	902 114		902 114	915 557	903 629
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	5 300 000	5 251 815 (	5 251 815)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	385 688	385 688	294 671
Usines de traitement de l'eau potable	2	175 832	175 832	30 978
Usines et bassins d'épuration	3	829 682	829 682	12 436
Conduites d'égout	4	59 929	59 929	652 519
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		644 724	709 617
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	597 823	597 823	1 296 623
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	10 541	10 541	19 295
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	185 782	185 782	169 245
Autres infrastructures	11	43 910	88 637	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 771 623	3 948 260	1 240 231
Édifices communautaires et récréatifs	14	464 395	464 395	46 154
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	291 954	291 954	485 423
Ameublement et équipement de bureau	18	15 997	32 642	11 725
Machinerie, outillage et équipement divers	19	468 716	764 922	884 892
Terrains	20	5 185	99 515	610 864
Autres	21			
	22	7 307 057	8 580 326	6 464 673

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	47 919	47 919	6 487
Usines de traitement de l'eau potable	24	175 832	175 832	30 978
Usines et bassins d'épuration	25	829 682	829 682	12 436
Conduites d'égout	26	18 402	18 402	10 226
Autres infrastructures	27	576 143	1 265 594	1 590 762
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	337 769	337 769	288 184
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	41 527	41 527	642 293
Autres infrastructures	32	261 913	261 913	604 018
Autres immobilisations corporelles	33	5 017 870	5 601 688	3 279 289
	34	7 307 057	8 580 326	6 464 673

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	8 149		8 149	
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	96 800		31 000	65 800
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	30 688 068	9 187 145	10 135 120	29 740 093
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	30 793 017	9 187 145	10 174 269	29 805 893
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 514 030	253 851	661 571	5 106 310
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 514 030	253 851	661 571	5 106 310
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	5 514 030	253 851	661 571	5 106 310
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 514 030	253 851	661 571	5 106 310
	19	36 307 047	9 440 996	10 835 840	34 912 203
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	36 307 047	9 440 996	10 835 840	34 912 203

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	34 642 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	350 401
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	5 106 309
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	65 600
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	29 820 492
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	558 608
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	179 858
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	30 558 958
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	30 558 958
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	123 626	123 626	120 227
Sécurité publique				
Police	4	6 827	6 827	6 786
Sécurité incendie	5	11 008	11 008	11 047
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	58 930	58 930	59 355
Autres	10	96 000	96 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	243 857	243 857	238 015
Cours d'eau	13	12 351	12 351	12 090
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	25 344	26 324	26 618
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	166 316	166 725	170 037
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	744 259	745 648	649 648
				644 175

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1	368 371	129 748
Charges sociales	2	94 545	33 708
Biens et services	3	6 844 141	5 452 067
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 307 057	5 615 523

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	16,62	37,50	32 522,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	4,00	75,75	*****	*****	*****
Cols blancs	3	46,07	32,50	78 132,02	*****	*****	*****
Cols bleus	4	50,15	40,00	104 676,16	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	6,51	40,00	13 579,57	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	120,35		228 985,50	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			241 993	54 767	296 760
	10	127,35			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 948				7 948
Réseau de distribution de l'eau potable	13	26 090				26 090
Traitement des eaux usées	14	8 436	214 467	487 392		710 295
Réseaux d'égout	15	49 989				49 989
Autres	16	960 777	2 414 317		83 153	3 458 247
	17	1 053 240	2 628 784	487 392	83 153	4 252 569

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	4 284	3 816
Évaluation	2		
Autres	3	34 879	99 543
	4	39 163	103 359
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	10 346	13 130
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	10 346	13 130
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	444 788	396 395
Enlèvement de la neige	11	4 742	4 423
Autres	12	38 338	37 629
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	487 868	438 447
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	7 146	7 540
Réseau de distribution de l'eau potable	17	124 241	123 548
Traitement des eaux usées	18	3 096	2 041
Réseaux d'égout	19	154 555	137 097
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	6 441	7 143
Matières recyclables	21	6 915	7 645
Autres	22	981	952
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	60	
Autres	25		
	26	303 435	285 966
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	6 755	5 979
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	6 755	5 979
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	52 551	52 687
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 722	1 829
Autres	38	274	362
	39	54 547	54 878
Réseau d'électricité			
	40		
	41	902 114	901 759

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvie Beaugard	Maire	62 089	17 546	26 507	
Marie-France Beaudry	Conseiller	16 503	8 252		
Stéphane Lussier	Conseiller	17 371	8 686		
Yvon Pépin	Conseiller	18 281	9 140		
Alain Daigle	Conseiller	27 227	8 613		
Amélie Fournier	Conseiller	18 143	9 071	3 968	1 984
Mélanie Gobeille	Conseiller	17 330	8 665		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 500 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	58 357 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 265 283 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 20 000 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 185-04-2020
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2020-04-07
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 975
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 416
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 3
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 13 14
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 17 18
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-02

Nom du signataire : Julie Lamarche, OMA

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2023-04-26 14:51